SERVICE CENTRAL DE LEGISLATION

MÉMORIAL DU GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG.

Memorial des Großherzogthums Luxemburg.

VENDREDI, 20 janvier 1882. № 6. Freitag, 20. Januar 1882.

Arrêté royal grand-ducal du 18 janvier 1882, portant approbation et publication de l'arrangement intervenu le 2 janvier 1882, entre le Grand-Duché de Luxembourg et la France, au sujet des envois d'échantillons de marchandises échangés par la poste entre les deux pays.

Nous GUILLAUME III, par la grâce de Dieu, Roi des Pays-Bas, Prince d'Orange-Nassau, Grand-Duc de Luxembourg, etc., etc., etc.;

Vu l'arrangement signé à Paris, le 2 janvier 1882, entre le Grand-Duché de Luxembourg et la France, concernant les limites de poids et dimensions des paquets d'échantillons de marchandises échangés par la voie de la poste entre les deux pays;

Vu l'art. 11 de la loi du 4 mai 1877 sur le service de la poste, et l'art. 15 de la convention de l'Union postale universelle, conclue à Paris le 1er juin 1878;

Notre Conseil d'État entendu:

Sur le rapport de Notre Ministre d'État, président du Gouvernement, et après délibération du Gouvernement en conseil;

Avons arrêté et arrêtons:

Art. 1er. L'arrangement visé ci-dessus est approuvé et il sera inséré au *Mémorial*, afin d'exécution.

Art. 2. Notre Ministre d'État, président du Gouvernement, et Notre Directeur général

Königl.-Großh. Beschluß vom 18. Januar 1882, wodurch die am 2. Januar 1881 zwischen dem Großherzogthum Luxemburg und Frankreich getroffene Vereinbarung, in Betreff der Sendungen von Waarenmuster durch die Post, genehmigt und veröffentlicht wird.

Wir Wilhelm III, von Gottes Gnaden, König der Niederlande, Prinz von Oranien-Nassau, Großherzog von Luxemburg, ꝛc., ꝛc., ꝛc.;

Nach Einsicht der zu Paris am 2. Januar 1882 unterzeichneten Vereinbarung zwischen dem Großherzogthum Luxemburg und Frankreich in Betreff des Gewichtes und des Umfanges der Postsendungen mit Waarenmustern, im Verkehr zwischen beiden Ländern;

Nach Einsicht des Art. 11 des Gesetzes vom 4. Mai 1877 über den Postdienst, sowie des Art. 15 des Pariser Postvertrages vom 1. Juni 1878;

Nach Anhörung Unseres Staatsrathes;

Auf den Bericht Unseres Staatsministers, Präsidenten der Regierung, und nach Berathung der Regierung im Conseil;

Haben beschlossen und beschließen:

Art. 1. Die obenbezogene Vereinbarung ist genehmigt und soll behufs Ausführung ins „Memorial" eingerückt werden.

Art. 2. Unser Staatsminister, Präsident der Regierung, und Unser General-Director der Fi-

SERVICE CENTRAL DE LEGISLATION

des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

La Haye, le 18 janvier 1882.

GUILLAUME.

Le Ministre d'État, Président du Gouvernement,
F. DE BLOCHAUSEN.

nanzen sind, ein Jeder insofern es ihn betrifft, mit der Ausführung dieses Beschlusses beauftragt.

Haag den 18. Januar 1882.

Wilhelm.

Der Staatsminister, Präsident der Regierung,
F. de Blochausen.

ARRANGEMENT.

Le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg, et

Le Gouvernement de la République Française,

Désirant faciliter les relations postales entre les deux pays, et usant de la faculté qui leur est laissée par l'art. 15 de la convention de l'Union postale universelle, conclue à Paris le 1er juin 1878, sont convenus de ce qui suit :

Les limites de poids et de dimensions des paquets d'échantillons de marchandises échangés, par la voie de la poste, entre le Grand-Duché de Luxembourg, d'une part, et la France et l'Algérie, d'autre part, peuvent être portées par l'administration des postes du pays d'origine au delà de celles qui ont été fixées par l'art. 5 de la convention internationale du 1er juin 1878, sous la réserve expresse que ces limites ne dépasseront pas, savoir :

pour le poids 350 grammes,
pour les dimensions, 30 centimètres en longueur,
20 centimètres en largeur,
10 centimètres en épaisseur.

Le présent arrangement sera exécutoire à partir de la date dont conviendront les administrations des postes des deux pays. Il abrogera, à partir de cette date, l'arrangement du 19 mai 1880.

En foi de quoi, les soussignés, Chargé d'affaires du Grand-Duché de Luxembourg à Paris, et Président du Conseil, Ministre des affaires étrangères de la République Française, dûment autorisés à cet effet, ont dressé le présent arrangement qu'ils ont revêtu de leurs cachets.

Fait à Paris, en double expédition, le 2 janvier 1882.

(L. S.) M. JONAS. (L. S.) Léon GAMBETTA.

Ensuite d'une entente commune entre les administrations des postes des deux pays, l'arrangement ci-dessus entrera en vigueur le 1er février 1882.

Loi du 21 décembre 1881, concernant le déplacement des actes des notaires et autres officiers publics.

Nous GUILLAUME III, par la grâce de Dieu, Roi des Pays-Bas, Prince d'Orange-Nassau, Grand-Duc de Luxembourg, etc., etc., etc. ;

Notre Conseil d'État entendu ;

De l'assentiment de la Chambre des députés;

Gesetz vom 21. December 1881, die Verlegung der Akten der Notare und anderer Beamten betreffend.

Wir Wilhelm III, von Gottes Gnaden, König der Niederlande, Prinz von Oranien-Nassau, Großherzog von Luxemburg, 2c., 2c., 2c.;

Nach Anhörung Unseres Staatsrathes;

Mit Zustimmung der Kammer der Abgeordneten;

SERVICE CENTRAL DE LEGISLATION

Vu la décision de la Chambre des députés du 25 novembre et celle du Conseil d'État du 9 décembre 1881, portant qu'il n'y a pas lieu à second vote ;

Avons ordonné et ordonnons :

Art. 1er. L'art. 54 de la loi du 22 frimaire an VII est modifié et complété comme suit :

«Les dépositaires des registres de l'état civil, »ceux des rôles des contributions, et tous autres »chargés des archives et dépôts de titres publics, »seront tenus de les communiquer, même avec »déplacement, aux préposés de l'enregistrement, »à toute réquisition, et de leur laisser prendre, »sans frais, les renseignements, extraits et co»pies qui leur seront nécessaires pour les in»térêts de l'État, à peine de 20 francs d'amende »pour refus constaté par procès-verbal du pré»posé, qui se fera accompagner, ainsi qu'il est »prescrit par l'art. 52 de la dite loi, chez les »détenteurs et dépositaires qui auront fait »refus.

»Ces dispositions s'appliquent aussi aux no»taires, huissiers, greffiers et secrétaires d'ad»ministrations communales, pour les actes dont »ils sont dépositaires.

»Sont exceptés les testaments et autres actes »de libéralité à cause de mort du vivant des »testateurs.

»Les communications ci-dessus ne pourront »être exigées les dimanches et jours de fête »légale.

»Il sera dressé chaque fois un état sommaire »des actes, minutes, registres ou répertoires »remis au préposé et celui-ci s'en chargera, à »décharge du dépositaire, au pied de cet état.

»Le déplacement ne peut comprendre que »les minutes d'une année au plus ni dépasser »le terme de quinze jours.

»La communication avec déplacement ne

Nach Einsicht der Entscheidung der Abgeordneten-Kammer vom 25. November d. J. und derjenigen des Staatsrathes vom 9. d. Mts., gemäß welchen eine zweite Abstimmung nicht stattfinden wird;

Haben verordnet und verordnen:

Art. 1. Art. 54 des Gesetzes vom 22. Frimaire des Jahres VII ist abgeändert und ergänzt, wie folgt:

„Die Verwahrer der Civilstand Register, der „Steuerrollen und alle anderen Verwalter von „Archiven oder sonstigen Aemtern für öffentliche „Urkunden sind gehalten, auch wenn eine Ver„legung der Schriftstücke dadurch bedingt wäre, „den Aufsichts-Beamten der Einregistrierungs„Verwaltung dieselben auf Verlangen zu verabfol„gen und letztere alle im Interesse des Staatsfiskus „nöthigen Auskünfte, Auszüge oder Abschriften „aus denselben kostenfrei entnehmen zu lassen. Jede „Weigerung wird mit einer Geldbuße von 20 „Franken bestraft und ist durch ein Protokoll des „Aufsichts-Beamten zu constatiren, der sich zu „den Inhabern und Verwahrern, welche die „geforderte Verabfolgung verweigert, nach Vor„schrift des Art. 52 des vorbezogenen Gesetzes „geleiten läßt.

„Diese Bestimmungen finden auch Anwendung „auf die Notare, Gerichtsvollzieher, Gerichtsschrei„ber und Gemeindesecretäre für die von denselben „im Verwahr gehaltenen Akten.

„Ausgeschlossen sind die Testamente und Akten „von Todes-Schenkungen bei Lebzeiten des Erb„lassers.

„Obige Mittheilungen dürfen nicht an Sonn„und gesetzlichen Feiertagen gefordert werden.

„Bei jeder Verabfolgung wird ein kurzgefaßtes „Verzeichniß der dem Einregistrirungsbeamten „eingehändigten Akten, Urschriften, Register oder „Repertorien aufgestellt, am Fuße dessen dieser, „unter Entlastung des Verwahrers, den Empfang „fraglicher Urkunden anerkennt.

„Die Verlegung darf nur die Urschriften eines „Jahres umfassen und nicht über einen Termin „von fünfzehn Tagen hinausgehen.

„Die Verabfolgung mit Verlegung erstreckt sich

SERVICE CENTRAL DE LEGISLATION

»comprend pas les répertoires, registres et »minutes de l'année courante.

»Le Gouvernement déterminera le mode de »transport et les précautions à prendre pour la »conservation des minutes, registres et répertoires déplacés.

»En cas de vérification dans les dépôts mêmes, »la durée des séances par jour ne pourra dépasser six heures.»

Art. 2. En cas de déplacement de minutes d'actes notariés, par ordre de justice, le juge ou l'officier du ministère public pourra disposer que le déplacement aura lieu sur état sommaire des actes conformément aux dispositions de l'article précédent.

Mandons et ordonnons que la présente loi soit insérée au *Mémorial*, pour être exécutée et observée par tous ceux que la chose concerne.

Au Loo, le 21 décembre 1881.

GUILLAUME.

Pour le Directeur général
des finances :
Le Directeur général
de l'intérieur,
H. KIRPACH.
Le Directeur général
de la justice,
Paul EYSCHEN.

„nicht auf die Repertorien, Register und Ur„schriften des laufenden Jahres.

„Die Regierung setzt die Art und Weise der „Versendung, sowie die zur Erhaltung der ver„legten Urschriften, Register und Repertorien zu „treffenden Vorsichtsmaßregeln fest.

„Geschieht die Verifikation im Amte selbst, so „darf die Dauer der täglichen Sitzungen sechs „Stunden nicht überschreiten."

Art. 2. Sind Urschriften von Notariatsakten in Folge gerichtlichen Erkenntnisses zu verabfolgen, so kann der Richter oder der Staatsanwalt verfügen, daß die Verlegung den Vorschriften vorhergehenden Artikels gemäß nach Aufstellung eines summarischen Verzeichnisses zu geschehen hat.

Befehlen und verordnen, daß dieses Gesetz in's „Memorial" eingerückt werde, um von Allen, die es betrifft, ausgeführt und befolgt zu werden.

Im Loo den 21. December 1881.

Wilhelm.

Für den General-Director
der Finanzen :
Der General-Director
des Innern,
H. Kirpach.
Der General-Director
der Justiz,
Paul Eyschen.

Loi du 21 décembre 1881, qui accorde la naturalisation à M. Simon Cerf, boucher à Esch-sur-l'Alzette.

Nous GUILLAUME III, par la grâce de Dieu, roi des Pays-Bas, Prince d'Orange-Nassau, Grand-Duc de Luxembourg, etc., etc., etc. ;

Vu l'art. 10 de la Constitution et les lois des 12 novembre 1848 et 27 janvier 1878 sur les naturalisations ;

Notre Conseil d'État entendu ;

De l'assentiment de la Chambre des députés ;

Vu la décision de la Chambre des députés du

Gesetz vom 21. December 1881, wodurch dem Hrn. Simon Cerf, Metzger zu Esch an der Alzette, die Naturalisation verliehen wird.

Wir **Wilhelm** III, von Gottes Gnaden, König der Niederlande, Prinz von Oranien-Nassau, Großherzog von Luxemburg, ꝛc., ꝛc., ꝛc. ;

Nach Einsicht des Art. 10 der Verfassung und der Gesetze vom 12. November 1848 und 27. Januar 1878 über die Naturalisationen ;

Nach Anhörung Unseres Staatsrathes ;

Mit Zustimmung der Kammer der Abgeordneten ;

Nach Einsicht der Entscheidungen der Abgeord-

SERVICE CENTRAL DE LEGISLATION

25 novembre 1881, et celle du Conseil d'État du 9 décembre suivant, portant qu'il n'y a pas lieu à second vote;

Avons ordonné et ordonnons :

Article unique. La naturalisation est accordée à M. Simon *Cerf*, boucher à Esch-sur-l'Alzette, né audit lieu le 3 octobre 1856.

Mandons et ordonnons que la présente loi soit insérée au *Mémorial*, pour être exécutée et observée par tous ceux que la chose concerne.

Au Loo, le 21 décembre 1881.

GUILLAUME.

Le Directeur général de la justice,
PAUL EYSCHEN.

netenkammer vom 25. November 1881 und des Staatsrathes vom darauffolgenden 9. December, gemäß welchen eine zweite Abstimmung nicht stattfinden wird;

Haben verordnet und verordnen:

Einziger Artikel. Dem Hrn. Simon Cerf, Metzger zu Esch an der Alzette, daselbst geboren den 3. October 1856, ist die Naturalisation verliehen.

Befehlen und verordnen, daß dieses Gesetz ins „Memorial" eingerückt werde, um von Allen, die es betrifft, ausgeführt und befolgt zu werden.

Im Loo den 21. December 1881.

Wilhelm.

Der General-Director der Justiz,
Paul Eyschen.

Date de l'acte d'acceptation.

(Art. 8 de la loi du 12 novembre 1848, N° 2.)

La naturalisation conférée par la loi publiée ci-dessus a été acceptée le 6 janvier 1882 par M. Simon *Cerf*, ainsi qu'il résulte d'un procès-verbal dressé le même jour par le bourgmestre de la commune d'Esch-sur-l'Alzette, et dont une expédition a été déposée à la division de la justice.

Luxembourg, le 16 janvier 1882.

Le Directeur général de la justice,
Paul EYSCHEN.

Datum der Annahme.

(Art. 8 des Gesetzes vom 12. November 1848, Nr. 2.)

Die durch vorstehendes Gesetz dem Hrn. Simon Cerf verliehene Naturalisation ist von ihm am 6. Januar 1882 angenommen worden, wie solches aus einem Protokoll hervorgeht, welches am nämlichen Tage vom Bürgermeister der Gemeinde Esch an der Alzette aufgenommen worden und von welchem eine Ausfertigung bei der Division der Justiz eingegangen ist.

Luxemburg den 16. Januar 1882.

Der General-Director der Justiz,
Paul Eyschen.

Circulaire. — Fonds de dépenses communales.

Les administrations communales du Grand-Duché sont invitées à faire verser, avant le 1er avril prochain, chez le receveur des contributions directes au bureau duquel elles ressortissent, les sommes indiquées au relevé qui fait suite à la présente circulaire, et qu'elles ont à payer pour l'alimentation du fonds de dépenses communales de l'exercice 1882.

Les quittances de ces versements sont ensuite adressées à MM. les commissaires de district

Rundschreiben. — Gemeindeausgabenfonds.

Die Gemeindeverwaltungen des Großherzogthums sind ersucht, vor nächstkünftigem 1. April beim Steuereinnehmer ihres Bezirks die auf dem gegenwärtigem Rundschreiben beigefügten Etat vermerkten Summen, als Beiträge zur Bildung des Gemeindeausgabenfonds für's Jahr 1882 einzuzahlen.

Die Quittungen dieser Einzahlungen werden alsdann den HH. Districtskommissären über-

SERVICE CENTRAL DE LEGISLATION

qui, après en avoir donné décharge, me les transmettront accompagnées d'un relevé en double, dont un exemplaire leur sera renvoyé muni du certificat de réception. La quittance de la ville de Luxembourg me parviendra directement.

Luxembourg, le 5 janvier 1882.

Le Directeur général de l'intérieur,
H. Kirpach.

mittelt, welche mir dieselben, nach geschehener Entlastung, mit einer Tabelle in zwei Exemplaren zusenden werden, wovon ihnen eines, mit einer Empfangsbescheinigung versehen, zurückgestellt wird. Die Quittung der Stadt Luxemburg wird mir direkt zugehen.

Luxemburg den 5. Januar 1882.

Der General-Director des Innern,
H. Kirpach.

Noms des communes.	Sommes à payer. fr.	ct.
Luxembourg (ville)	6000	»
District de Luxembourg.		
Bascharage	1000	»
Berg	»	»
Bertrange	200	»
Bettembourg	2000	»
Bissen	600	»
Bœvange	1000	»
Clemency	100	»
Contern	200	»
Differdange	200	»
Dippach	300	»
Dudelange	1500	»
Eich	2500	»
Esch-sur-l'Alzette	2500	»
Fischbach	1000	»
Frisange	100	»
Garnich	400	»
Hamm	400	»
Heffingen	700	»
Hesperange	1000	»
Hobscheid	500	»
Hollerich	4500	»
Kayl	1000	»
Kehlen	100	»
Kœrich	»	»
Kopstal	800	»
Larochette	400	»
Leudelange	700	»
Lintgen	1200	»
Lorentzweiler	600	»
Mamer	2000	»
Mersch	4000	»
Mondercange	200	»
Niederanven	1200	»
Nomern	100	»
Petange	600	»
Reckange	200	»
Rœser	900	»
Rollingergrund	1500	»
Sandweiler	300	»
Sanem	100	»
Schifflange	600	»
Schuttrange	»	»
Septfontaines	100	»
Steinfort	100	»
Steinsel	500	»
Strassen	1000	»
Tuntingen	900	»
Walferdange	700	»
Weiler-la-Tour	100	»
District de Diekirch.		
Alscheid	600	»
Arsdorf	»	»
Asselborn	100	»
Basbellain	3000	»
Bastendorf	300	»
Beckerich	400	»

SERVICE CENTRAL DE LEGISLATION

	fr.	ct.
Bettborn	800	»
Bettendorf	1500	»
Bigonville	100	»
Bœvange	2500	»
Boulaide	200	»
Bourscheid	1200	»
Clervaux	4000	»
Consthum	200	»
Diekirch	4000	»
Ell	400	»
Ermsdorf	600	»
Erpeldange	500	»
Esch-sur-Sûre	400	»
Eschweiler	800	»
Ettelbruck	4000	»
Feulen	»	»
Folschette	800	»
Fouhren	400	»
Gœsdorf	2000	»
Grosbous	200	»
Hachiville	»	»
Harlange	3000	»
Heiderscheid	1500	»
Heinerscheid	1000	»
Hoscheid	1000	»
Hosingen	1500	»
Mecher	600	»
Medernach	100	»
Merzig	100	»
Munshausen	200	»
Neunhausen	300	»
Oberwampach	1200	»
Perlé	800	»
Putscheid	100	»
Redange	800	»
Reisdorf	500	»
Sæul	»	»
Schieren	500	»
Useldange	»	»
Vianden	300	»
Vichten	300	»
Wahl	2500	»
Weiswampach	500	»
Wiltz	1500	»
Wilwerwiltz	100	»
Winseler	400	»
District de Grevenmacher.		
Beaufort	1500	»
Bech	1000	»
Berdorf	900	»
Betzdorf	2000	»
Biver	100	»
Bous	1000	»
Burmerange	1000	»
Consdorf	600	»
Dalheim	500	»
Echternach	500	»
Flaxweiler	2500	»
Grevenmacher	2000	»
Junglinster	1000	»
Lenningen	600	»
Manternach	500	»
Mertert	500	»
Mompach	1500	»
Mondorf-les-Bains	1500	»
Remerschen	200	»
Remich	2500	»
Rodenbourg	200	»
Rosport	600	»
Stadtbredimus	1500	»
Waldbillig	1000	»
Waldbredimus	600	»
Wellenstein	800	»
Wormeldange	1500	»

Approuvé l'état qui précède pour être annexé à ma circulaire ci-dessus.

Luxembourg, le 5 janvier 1882.

Le Directeur général de l'intérieur,
H. Kirpach.

SERVICE CENTRAL DE LEGISLATION

ADMINISTRATION DES EAUX ET FORÊTS.

Plants forestiers sortis des pépinières de l'État. — Année 1881.

ESSENCES.	Baumbüsch.	Grent-zingen.	Beaufort.	Wiltz.	Greven-macher.	Total par essence.
A. *Feuillues.*						
Acacia	6,600	3,000	»	»	14,000	23,600
Aubépine	45,500	»	»	»	»	45,500
Aulne blanc	5,500	»	»	»	»	5,500
» commun	6,500	»	»	»	»	6,500
Bouleau	2,500	»	»	»	»	2,500
Chêne rouvre et pédonculé	41,450	18,000	64,000	97,100	67,300	287,850
» rouge d'Amérique	1,050	»	»	»	»	1,050
Érable	100	»	»	»	»	100
Hêtre	191,200	»	»	»	»	191,200
B. *Résineuses.*						
Epicéa	214,200	2,250	122,400	4,000	62,000	404,850
Mélèze	5,900	»	11,800	»	4,900	22,600
Pin du Lord	2,200	»	»	»	»	2,200
» noir	64,650	»	900	»	55,500	121,050
» silvestre	353,000	»	13,500	»	87,000	453,500
Total. Nombre de plants	768,350	23,250	212,600	101,100	297,700	1,403,000
Total. Valeur en argent Fr.	3648 40	110 25	1010 10	499 50	1202 97	6471 22

Vu pour être inséré au *Mémorial*.

Luxembourg, le 5 janvier 1882.

Le Directeur général de l'intérieur,
H. Kirpach.

LUXEMBOURG. — IMPRIMERIE V. BUCK.